

Marche contre Monsanto et pour la souveraineté alimentaire.

En début de cette année, alors qu'elle reconnaissait l'échec de son coton génétiquement modifié BT au Burkina Faso, la transnationale Monsanto annonçait l'entrée proche du maïs OGM dans le Pays. Porte d'entrée pour l'Afrique dans la stratégie de la firme, le Burkina s'apprête donc à une seconde agression OGM. Celle-ci risque d'être déterminante pour l'avenir agricole et la souveraineté alimentaire nationale. En effet, derrière le maïs attendent le sorgho, le niébé, l'oignon, la pomme de terre.



Mais si le coton BT a envahi le Pays avec la complicité du gouvernement de l'époque, sans informer le peuple des risques encourus et bien sûr sans son avis, la situation n'est absolument pas la même aujourd'hui. En octobre la société civile comme le peuple se sont levés et toujours debout. Il est dit et entendu par tous « **PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT** » -Ce qui signifie que les paysans trouveront un remède au syndrome Monsanto et compagnie, pour se réorienter dans la paix et la quiétude vers l'agriculture paysanne, gage de la souveraineté alimentaire.

Le 23 Mai 2015 aura lieu un évènement à Ouagadougou qui s'inscrira dans une action mondiale impliquant plus de 50 pays : La Marche Mondiale contre Monsanto. Soutenu par des organisations résistantes aux OGM ainsi que par des personnalités dans plusieurs pays, l'objectif du Collectif Citoyen pour l'Agro-Ecologie appelle à une **Marche Contre Monsanto et pour la souveraineté alimentaire**. D'autres marches dans le Monde mettront les projecteurs sur le Burkina. Notre objectif est de faire sauter la chape de plomb qui fait silence sur la situation et d'affirmer notre droit à décider de l'avenir agricole de notre Pays. Il est aussi juste de dire clairement, « **Monsanto dégage!** ».

Ouagadougou, Le Collectif Citoyen pour l'Agro-Ecologie

Les OGM, c'est quoi exactement ?

Un OGM est un organisme vivant dont le matériel génétique a été modifié par l'introduction d'un ou plusieurs gènes étrangers, afin de lui conférer de nouvelles propriétés, comme la tolérance à un herbicide ou la production d'un insecticide.

Parmi les OGM agricoles commercialisés à ce jour dans le monde : 71 % sont des plantes tolérantes à un herbicide.

Par exemple : soja Round Up Ready® de Monsanto, modifié pour résister à la pulvérisation du Round Up®, un herbicide puissant contre les mauvaises herbes ; 18 % sont des plantes qui sécrètent un insecticide pour se protéger d'insectes nuisibles. Exemple : maïs Bt® de Monsanto, modifié pour produire une toxine Bt (issue de *Bacillus thuringiensis*) ciblée contre la pyrale, un papillon ravageur

du maïs ; 11 % sont des plantes qui cumulent les deux caractéristiques.

Actuellement, seules quatre cultures OGM sont commercialisées dans le monde : le soja (60 %), le maïs (24 %), le coton (11 %) et le colza (5 %), dont les brevets sont majoritairement répartis entre quatre grandes entreprises multinationales (Monsanto, Syngenta, Bayer Crop-Science, Dupont-Pioneer).

Sources : Comité de Recherche et d'Information Indépendante sur le Génie Génétique (CRIIGEN) ; Greenpeace ; Le Monde selon Monsanto, Marie-Monique Robin. Éd. La Découverte, 2007

Les OGM au pays du Faso

Le Burkina Faso s'est discrètement lancé dans la culture des organismes génétiquement modifiés (OGM), en l'occurrence le coton Bt.

C'est ainsi que dans le plus grand secret les premiers essais de coton OGM ont démarré au Burkina Faso en 2001, en violation flagrante de la convention sur la diversité biologique de 1992 et du protocole de Carthagène sur la biosécurité de 2000. Ces traités internationaux stipulent que les pays concernés doivent se munir d'un cadre législatif et prendre les plus grandes précautions avant de commencer la culture d'OGM. En outre, les signataires s'engagent à informer la population des dangers et à ne prendre aucune décision sans une large concertation publique.

Depuis cette violation de la souveraineté du peuple Burkinabè, Monsanto utilise ce pays comme un cheval de Troie pour essaimer les OGM en Afrique de l'Ouest.

Officiellement, c'est à l'atelier sur la biosécurité à Ouagadougou en 2003 que nos autorités ont osé parler des OGM.

Et c'est bien très tardivement que le Burkina Faso se mit en règle, faisant ratifier par le Parlement, en avril 2006, le régime de sécurité en biotechnologie.

Déjà des parcelles expérimentales étaient mises en place dans les stations de Farakoba (Bobo-Dioulasso) et de Kouaré (Fada N'Gourma). Les premières distributions importantes de semences de coton OGM, dit coton BT, ont eu lieu en 2008. A cet effet, 8500 hectares sont alorsensemencés. Aujourd'hui, 70 % du coton Burkinabè est OGM. Mais dans les projets de Monsanto, le coton OGM, appelé coton BT, n'est qu'une étape dans une stratégie d'invasion OGM en Afrique, via le Burkina Faso. Début janvier 2015, alors que la firme ne peut que constater le mécontentement des cotonculteurs burkinabè face au coton BT (promesse non tenue de rendement, non résistance aux insectes, semence très chère, ...), Monsanto après avoir reconnu l'échec du coton BT Bolgard I, présente ses excuses aux autorités Burkinabè et se veut rassurant en annonçant l'introduction d'un gène supplémentaire qui permettra au cotonnier de supporter une bonne dose d'herbicide fulgurant, le glyphosate. Pourtant ce poison, désherbant le plus vendu dans le monde et présent dans le fameux Roundup, produit phare de Monsanto, vient d'être classé cancérigène « probable » ou « possible » par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Notons que la première huile de consommation humaine au Burkina est l'huile de coton produite nationalement, donc en majorité OGM. Sur l'étiquette de ces bidons, le consommateur n'est pas informé qu'elle est produite avec du coton OGM.

Comment le Burkina Faso en est-il venu à travailler avec une entreprise tristement célèbre pour son herbicide Roundup et son « agent orange » ?

Après le coton, le maïs, le sorgho nommé « Biofortifié » le niébé, la patate douce, le mil sont également dans le collimateur de Monsanto. C'est une grave menace pour le Burkina Faso et sa souveraineté alimentaire.

Pourquoi dire non aux OGM ?



Pour protéger l'environnement



- La culture des OGM induit des risques encore mal évalués
- Risques de dissémination volontaire ou accidentelle des OGM dans l'environnement et de croisement avec des plantes sauvages, donc de conséquences directes sur la biodiversité.
- Risques de pollution : Les OGM tolérants aux herbicides n'ont pas été créés pour diminuer l'utilisation d'herbicides dans les champs... qui continuent ainsi de polluer les sols et les rivières.
- Risques de perturbation des écosystèmes : Les OGM à l'action insecticide s'avèrent toxiques pour des insectes non ciblés (papillon monarque), tandis que les insectes ciblés développent des résistances.
- Des traces de toxine Bt subsistent dans les sols et les eaux d'écoulement, risquant de contaminer la faune environnante.
- Selon les experts, la dissémination des OGM dans les cultures non-OGM est inévitable, à cause des pollens transportés par le vent, les abeilles, l'eau ou encore des semences. Des mesures doivent être exigées pour limiter les contaminations : distances d'isolement suffisantes entre parcelles, nettoyage du matériel agricole, zones de stockage spécifiques, tests sur les récoltes...

Un surcoût QUI NE PEUT ET NE DOIT être supporté par les filières de productions non-OGM : application du principe « pollueur-payeur » !

Pour protéger nos agriculteurs

Les plantes OGM ont été conçues pour faciliter le travail des agriculteurs...



Qu'en est-il vraiment ?

- Les cultures OGM n'empêchent pas la dépendance des agriculteurs aux pesticides et aux herbicides. La vente d'herbicides n'a cessé d'augmenter depuis l'introduction des plantes OGM.
- À noter : les entreprises qui fabriquent les herbicides sont les mêmes qui mettent au point les OGM tolérants aux herbicides.
- Les cultures OGM n'améliorent pas les rendements. Malgré une décennie de développement des OGM, aucun bilan n'a prouvé leur intérêt réel. Les rendements des OGM sont rarement supérieurs à ceux du conventionnel, voire très inférieurs quand les OGM sont inadaptés aux spécificités des terroirs*.
- Les cultures OGM contraignent les agriculteurs à racheter des semences chaque année car les graines OGM sont brevetées et leur utilisation contrôlée**. Les agriculteurs sont privés de leur droit ancestral de re-semer une partie de leur récolte, une pratique pourtant essentielle afin d'améliorer naturellement la qualité des semences et leur adaptation aux conditions culturelles locales.

** En Inde, des centaines de paysans ont connu des faillites dramatiques suite à la culture de coton transgénique ayant peu ou pas données de récolte. Le Monde selon Monsanto, M.-M. Robin ; Rapport du Comité des Nations Unies sur les Droits Economiques, Sociaux et Culturels sur la situation agricole de l'Inde, mai 2008.*

*** Toute utilisation illégale de semences OGM (y compris la présence fortuite de graines dans une récolte conventionnelle) permet au semencier d'engager une action en justice. Le Monde selon Monsanto, M.-M. Robin*

Menace sur la Bio

Les OGM sont interdits en agriculture biologique. Ils le resteront dans le nouveau règlement européen de la Bio, mis en place dès le 1er janvier 2009. Cette obligation de moyens n'empêche pas les contaminations



extérieures possibles jusqu'au seuil de 0,9 %. Les agriculteurs en bio souhaitent obtenir un seuil plus restrictif de 0,1 %, seuil technique de quantification pour certains OGM. Mais il nécessite une stricte étanchéité des filières, loin d'être mise en place pour l'instant.

Pour protéger nos assiettes



- L'impact des OGM sur notre santé n'est pas clair du tout : aucune étude indépendante n'a démontré l'absence de risques sanitaires liés à la consommation d'OGM. Pourtant, aucun principe de précaution n'est appliqué...
- Les OGM sont déjà dans nos assiettes ! En Europe, seuls quelques produits contiennent directement des OGM. Mais nous en consommons indirectement à travers les productions animales (lait, viandes, œufs, poissons...) puisque les animaux d'élevage sont nourris au maïs, soja et colza OGM, importés en majorité d'Amérique du Nord ou du Sud.
- En avril 2008, les instances de l'ONU* ont formellement conclu que les OGM n'étaient pas une solution pour faire face aux enjeux de sécurité alimentaire dans le monde. D'ailleurs, les plantes transgéniques actuelles (soja, maïs, colza, coton) ne sont pas destinées à alimenter les pays du Sud !

* *Rapport final du comité d'experts de l'ONU et de la Banque mondiale sur l'Evaluation Internationale des Sciences et Technologies au Service du Développement, rendu public en avril 2008 à Johannesburg.*

Quelles alternatives aux OGM ?

L'avenir de l'agriculture Burkinabè réside dans l'agro-écologie. C'est la seule mode de production respectueuse de notre environnement et de nos valeurs socio culturelles. Elle est adaptée à

l'agriculture familiale et permet d'être plus résilients face aux changements climatiques tout en préservant l'autonomie du producteur.

Nous devons intensifier l'agriculture familiale et encourager la consommation locale « *Produisons Burkinabè, Consommons Burkinabè* » comme le disait le Président Thomas SANKARA.

Les produits locaux issus de l'agroécologie et l'agriculture biologique sont une alternative aux OGM.

Le droit des gouvernements africains à prendre leurs propres décisions doit être respecté par les autres pays. La recherche doit être orientée sur les problèmes spécifiques et locaux qui touchent les communautés agricoles.

Aussi, la recherche doit-elle être une priorité nationale et à ce titre, doit être financée par le budget national et non dépendante des PTF et multinationales. Nous devons initier une véritable politique agricole basée sur :

- Un commerce équitable et l'amélioration des systèmes de transformation et de commercialisation des produits alimentaires;
- L'amélioration des infrastructures rurales;
- Des dispositifs de crédit mutuel pour les agriculteurs;
- Des systèmes d'irrigation à bas prix;
- Des formations rurales pour renforcer les compétences des agriculteurs en matière de production et de transformation des produits alimentaires;
- La gestion des parcours pastoraux ;
- La dotation d'équipements et de matériels agricoles subventionnés ;
- La bonne maîtrise des techniques de collecte et de gestion de l'eau ;
- La bonne diversification des cultures vivrières et maraîchères ;
- La conservation et la préservation de nos semences paysannes.

La meilleure manière d'arriver à un développement durable est de renforcer les systèmes de production locaux qui existent, tout en les protégeant des menaces comme celle que représentent les cultures génétiquement modifiées.

Déroulement de la marche contre Monsanto à Ouagadougou

Pour permettre une très large diffusion des valeurs de l'agro écologie et dans l'espoir d'empêcher l'implantation d'OGM au Burkina-Faso, il a semblé primordiale à l'équipe du Conseil National de l'Agriculture Biologique au Burkina-Faso (CNABio) et au Collectif Citoyen pour l'Agro Ecologie (CCAÉ) d'informer et de sensibiliser la population locale en participant à cette mobilisation mondiale. Cette sensibilisation portera sur les impacts environnementaux et sociétaux survenant après l'implantation de ce type de culture.

Désireux de promouvoir notre vision d'une agriculture plus vertueuse et de répondre favorablement à la demande croissante des consommateurs burkinabés pour une alimentation saine, le CNABio, ses commissions de travail et le CCAE ont pris la décision de participer à la marche mondiale contre Monsanto le 23 mai 2015 avec plus de 50 pays.

La promotion et la communication de cet événement auprès de la population ouagalaise et burkinabé s'effectueront grâce à différents leviers. Des spots radios seront diffusés grâce à différentes antennes aux heures d'écoutes stratégiques et des articles de journaux paraîtront dans la presse locale. Il nous a semblé pertinent de contacter les opérateurs téléphoniques pour leur présenter notre requête quant à la promotion de cet événement. Par l'importance de leurs abonnés, des messages seront envoyés sur tous les numéros de téléphone référencés. Pour que cet événement soit connu de tous, des affiches seront placardées dans la capitale Burkinabé et des flyers seront distribués quelques jours avant l'évènement.

Lieu symbolique de la révolution d'Octobre 2014, la Place de la Révolution à Ouagadougou sera notre lieu d'accueil pour le début de cette marche où nous remettrons aux autorités notre plaidoyer à la Place des Nations Unies. Des stands pour la promotion de produits issus de l'agriculture biologique et écologique seront mis en place ainsi que la présentation de nos différentes structures et de leurs cadres de travail. Les organisateurs seront chargés de sensibiliser les participants sur les avantages qu'offre ce type d'agriculture.

Désireux d'évoluer dans une dynamique positive, respectueuse, militante tout en affirmant notre volonté dans la participation de cette marche « mondiale », nous avons entrepris l'impression de milliers de tee-shirt rouge et noir. Les T Shirts seront vendus à un prix symbolique aux marcheurs. Il sera aussi possible aux participants de se rafraichir auprès de stands prévus à cet effet.

La sensibilisation se trouvant au cœur de nos problématiques, nous organiserons deux jours avant l'évènement une foire au cours de laquelle les parties prenantes et les individus hésitants assisteront aux conférences et débats donnés par des intervenants.

Afin d'asseoir la vision que nous avons d'une production agricole durable, nous avons sollicité des artistes tels que Smokey, figure militante incontournable des précédents bouleversements politiques. Ils animeront et enverront un message fort à tous les participants du haut d'un char entièrement aménagé pour cette journée.

Cette prise de position et ce projet de sensibilisation s'étaleront dans le temps. Par les multiples possibilités et voies dans lesquelles nous nous engageons, un plan d'action sera mis en place grâce aux nombreux volets indispensables tel que la formation des acteurs et leurs accompagnements dans une nouvelle philosophie de production agricole. Saine et responsable, cette production nécessitera la création d'une nouvelle chaîne d'approvisionnement en circuit court. Capable de relever le défi de la transparence, cette chaîne de production, d'approvisionnement et de distribution est en mesure d'offrir aux producteurs des revenus à la hauteur du travail entrepris et des produits de consommation de qualité abordable à la population locale.